

The Banker's View – July 2005

La micro-finance à l'honneur. Mais est-ce la panacée en Afrique ?

Jean-Pierre PATAT

(écrit fin juin 2005)

Abstract

Micro-finance: A real leverage for development in Africa ?

The micro-finance is fashionable and many observers and analysts consider it can and it should be a crucial leverage for development in Africa.

Our assessment is that the micro-credit must keep its fundamental job which is to offer banking and saving services to populations which are presently excluded from the classic and formal banking sector. In this background, it is a fundamental instrument for maintaining the local, rural and societal environment in Africa.

But there is a risk to orient micro-credit institutions toward financial operations which must remain the job of classic banks, even if, in Africa, banks don't assume this job: financing medium and small-sized firms which is crucial for development.

So, the welcomed interest for the micro-finance must not take the place of the necessary action to engage in the financial area: to build a solid, with good infrastructures (especially in payment systems), and audacious banking system which does no limit its credit to big and generally owned by foreigners firms. Such an orientation needs strong cooperation with the financial industry of the rich countries but also a deep commitment of the African governments and central banks. To have a performing banking system in Africa is surely a more important priority than a chimeric action for creating stock markets which are not at all adapted to the present situation of the continent .

On compte actuellement 10 000 institutions de micro-finance, exerçant dans cinquante pays et accordant des micro-crédits. Le micro-crédit a connu un développement considérable en Asie, mais reste encore limité en Afrique, en particulier en Afrique subsaharienne.

Dans le grand mouvement général en faveur du micro-crédit (l'ONU a fait de l'année 2005, « l'année internationale du micro-crédit »), beaucoup estiment, assez naturellement, que ce type de financement devrait être un important levier pour le développement africain. Au risque de paraître chagrins, nous dirons que ce serait rendre un mauvais service aux africains que de considérer la micro-finance comme la réponse clé à leur problème de financement.

En matière financière, l'Afrique a de nombreux et impératifs besoins : investissements directs massifs, systèmes bancaires solides et entreprenants, circuits de paiement et de règlements interbancaires efficaces (dans de nombreux pays, les banques sont dans l'incapacité de s'échanger de manière fiable excédents et déficits de trésoreries et les politiques monétaires dites «de marché» chères au FMI sont assez largement virtuelles).

Pour revenir aux banques, on observe, dans l'organisation et les activités des établissements de crédit africains, un chaînon manquant de taille, celui du financement de la création et du développement des P.M.E. Entre les grandes opérations de crédit, généralement en faveur d'entreprises à capitaux étrangers et octroyées par des banques, elles mêmes à capitaux étrangers, et le micro crédit, il y a peu de choses.

Dans plusieurs Etats, Nigeria, Ghana, Mali, Tanzanie..., les gouvernements et/ou la banque centrale ont mis en œuvre des programmes d'incitation au financement des PME par les banques (systèmes de garanties, programmes de prises de participation, ...). Mais ces actions ont eu peu d'effet car les systèmes bancaires africains (ou les agences de banques étrangères occupent une place importante) affichent une forte aversion pour le risque, et les PME sont considérées comme des structures particulièrement risquées. Dans ce contexte, le micro crédit peut dériver vers des activités qui ne sont pas du tout dans sa vocation.

Le micro-crédit finance de très petites entreprises et alloue des prêts d'un montant très modeste, (selon nos normes en tout cas). Il introduit une amorce de «banclarisation» et de gestion de l'épargne pour des populations à l'écart des circuits bancaires. A ces titres, il est un acteur majeur du maintien et du renforcement d'activités locales artisanales, travaillant dans un environnement largement informel. Il est essentiel pour préserver le tissu local, rural et sociétal du continent. Mais certains n'ont pas manqué de constater que la micro finance était une activité sûre (les défauts de paiement sont rares) et surtout très rentable car les coûts de gestion sont, pour l'instant, faibles. D'où la tentation de délaisser les destinataires prioritaires de ces financements au profit de catégories moins défavorisées, peut être plus risquées, mais aussi potentiellement beaucoup plus rentables. Certains analystes et observateurs du développement vont, peut être inconsciemment, dans ce sens. Constatant que le succès de la micro-finance génère des risques, ils préconisent la mise en place d'un dispositif de prévention et de gestion de ces risques comportant toutes les dimensions de la réglementation bancaire classique : agrément, supervision, gestion des crises. Non que ces orientations soient à écarter mais il faut veiller à ce que parallèlement, les entreprises de micro-crédit n'évoluent pas vers un statut de banques au rabais, enserrées dans un certain nombre de contraintes institutionnelles, et encouragées de ce fait à se tourner vers des financements que les banques

ne veulent assurer, le financement des PME par exemple, au détriment des destinataires prioritaires des micro-crédits. Faut-il rappeler la définition que le Consulting Group to Assist the Poor (CGAP) donne de la micro-finance : «la fourniture d'un ensemble de produits à tous ceux qui sont exclus du système financier classique ou formel». Par ailleurs, cela ne couvrirait qu'une faible part des besoins des PME et cela les couvrirait sans doute mal.

Le financement des PME nécessite en effet une action forte des gouvernements africains, aidés par les pays du Nord, dans au moins deux directions :

- La première est de se concentrer sur le renforcement des systèmes bancaires, l'amélioration de leur technicité et de leur environnement (systèmes de paiement), la consolidation de leur situation financière. En dehors des investissements directs, l'essentiel du financement du développement africain doit en effet venir des banques et non de coûteuses et chimériques Bourses que nombre de gouvernements africains se sont mis en tête de créer pour des raisons de prestige mais qui ne sont pas adaptées à la réalité africaine d'aujourd'hui .
- La deuxième orientation doit être d'admettre que dans une entreprise aussi stratégique, que la constitution d'un tissu dense d'entreprises moyennes et petites pourvoyeuses de richesses et d'emplois, une implication monétaire (refinancement des banques commerciales) de la banque centrale est nécessaire. Dire cela, ce n'est pas très moderne ; c'est contraire à tous les principes actuels de marché qui s'imposent comme une particulière évidence dans les domaines monétaire et financier ; mais c'est aussi, je crois tenir compte des réalités et d'un contexte qui s'assimile beaucoup plus à la finance européennes des années 50 qu'à celle d'aujourd'hui. Nous avons, d'ailleurs, en France mis en œuvre et utilisé des techniques de crédit, tel le crédit à moyen terme mobilisable (des crédits à l'investissement étaient in fine mobilisables à la banque centrale), qui se sont révélées efficaces en leur temps.